

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

**« Elaboration du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, volet infrastructures de la République Démocratique du Congo »**

**ADAPT  
ACTION**

UN PROGRAMME



**République Démocratique du Congo**

**Pour le compte de  
L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**

Référence interne : xxxxxx (DAG)

Cadre réglementaire : la présente consultation est soumise pour son exécution aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

**Date limite de réception des offres : 25/08/2026**

**Heure limite de réception des offres : 12h00 (heure de Paris)**

**Pouvoir adjudicateur :**

Agence Française de Développement, 5, rue Roland Barthes, 75598 Paris Cedex 12- RCS PARIS B 775 665 599- téléphone: 00 33 (0)1. 53. 44. 31. 31  
(ci-après désignée « le Client»);

# TABLE DES MATIERES

<b>Article 1. CONTEXTE GENERAL.....</b>	<b>3</b>
1.1. Présentation de l'AFD.....	3
1.2. Présentation du Programme AdaptAction.....	3
<b>Article 2. OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
2.1 Contexte et enjeux liés à l'étude .....	4
2.2 Objectifs du marché et résultats attendus.....	6
<b>Article 3. DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
Phase 0. Cadrage de la mission .....	7
Phase 1. Faire une Evaluation des vulnérabilités et les risques climatiques dans le secteur des infrastructures. ....	7
Phase 2. Identification des mesures d'adaptation prioritaires à moyen et long terme. ....	9
Phase 3. Proposition d'un Plan d'investissement et de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre.....	9
Phase 4. Renforcement des capacités sur l'adaptation au changement climatique – gouvernance des infrastructures publiques dans un contexte de changement climatique	10
<b>Article 4. ELEMENTS ESSENTIELS A PRENDRE EN COMPTE .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 5. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON &amp; D'EXECUTION.....</b>	<b>12</b>
5.1 Description des livrables attendus.....	12
5.2 Calendrier de remise des livrables.....	12
5.3 Processus de soumission et validation des livrables.....	14
<b>Article 6. EXPERTISES REQUISES .....</b>	<b>14</b>
6.1 Expertises principales .....	14
6.2 Autres expertises.....	17
<b>Article 7. COORDINATION ET RESPONSABILITE DES PARTIES.....</b>	<b>17</b>
<b>Article 8. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>19</b>
8.1 Lieu de déroulement de l'étude et logique.....	19
8.2 Calendrier prévisionnel des prestations et étendue des services .....	20
<b>Article 9. LANGUE DE TRAVAIL.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 10. BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT.....</b>	<b>20</b>
10.1 Offre financière.....	20
10.2 Modalités de paiement de la prestation .....	20
<b>Article 11. CRITERES DE SELECTION.....</b>	<b>21</b>
<b>Article 12. VISIBILITE &amp; COMMUNICATION .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 13. SUIVI ET EVALUATION.....</b>	<b>21</b>

## **1.1.    Présentation de l'AFD**

---

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 200 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans plus de 150 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale Proparco ([www.proparco.fr](http://www.proparco.fr)) soutient les investissements privés. Dédiée à la mobilisation de l'expertise publique française, Expertise France ([www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

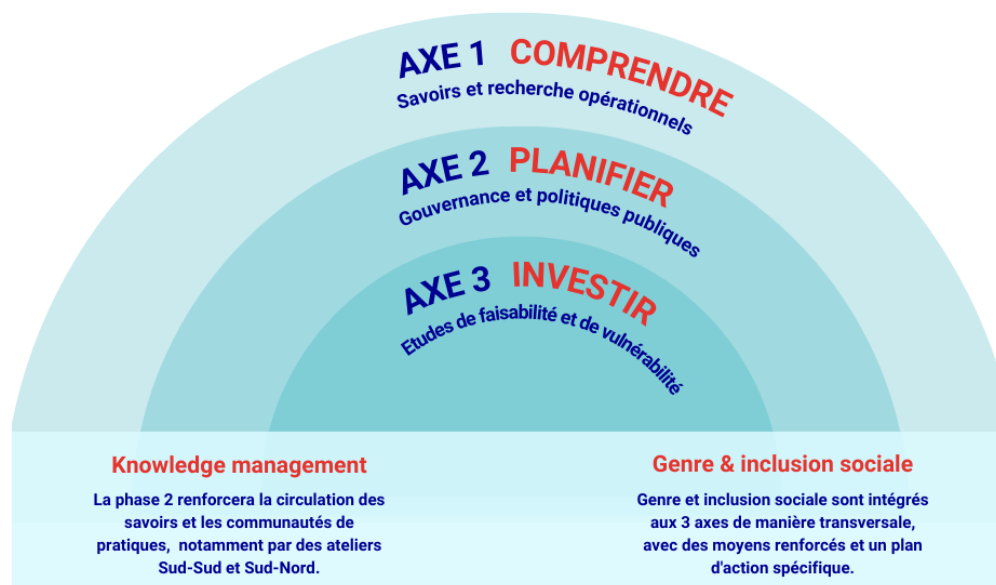
## **1.2.    Présentation du Programme AdaptAction**

---

Depuis 2017, le programme AdaptAction accompagne des pays et organisations régionales partenaires à relever le défi de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris sur le climat par la mise en œuvre des dimensions d'adaptation au changement climatique de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les partenaires du programme (Pays les Moins Avancés, pays d'Afrique continentale, Petits Etats Insulaires en Développement) sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

La Phase 1, dotée d'un budget de 30 millions d'euros de 2017 à 2022, a financé plus de 70 études en appui à la gouvernance climat, à l'intégration de l'adaptation dans les politiques publiques sectorielles et à la préparation de projets, dans 15 pays et organisation régionales. Ces études, qui prennent la forme d'études de vulnérabilité au changement climatique, d'études de faisabilité de projet, d'activités de renforcement de capacités ou encore de renforcement institutionnel, recouvrent une pluralité de secteurs : gouvernance, services climatiques, biodiversité, agriculture, eau...

La Phase 2, dont le démarrage effectif a eu lieu en juin 2022, est structurée autour de 3 axes (Comprendre, Planifier, Investir) et 2 composantes transversales (Genre et inclusion sociale, *Knowledge management* et valorisation).



Elle prolonge et complète les activités conduites durant la première période, pour une durée de 4 ans (2022-2026) avec un budget supplémentaire de plus de 22 millions d'euros recentré sur l'Afrique subsaharienne et le bassin Méditerranéen (18 pays). Le programme dans le bassin Méditerranéen est notamment financé par l'Union Européenne (DG NEAR) à hauteur de 6 millions d'euros, dans le cadre d'un projet « ACA-MED » conduit en synergie avec UNCDF-LoCAL.

L'objectif général est de renforcer la résilience des populations et écosystèmes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, et l'objectif spécifique, que les acteurs des pays partenaires soient plus en capacité de définir et d'opérationnaliser des trajectoires de développement résilient et inclusif sur leurs territoires.

Des informations plus détaillées sur le programme se trouvent sur <https://www.afd.fr/fr/adaptaction>.

## Article 2. OBJET DU MARCHÉ

### 2.1 Contexte et enjeux liés à l'étude

Les changements climatiques présentent des impacts dès aujourd'hui et qui continueront à se faire sentir au cours de ce siècle et au-delà. Une réponse efficace aux changements climatiques nous oblige à réduire urgemment nos émissions et à nous adapter à ces impacts. Le processus des plans nationaux d'adaptation (PNA) est une façon importante pour les pays de renforcer leur résilience face aux impacts des changements climatiques. L'article 7 de l'Accord de Paris est consacré à l'adaptation. Son paragraphe 9 précise que « chaque Partie entreprend, selon qu'il convient, des processus de planification de l'adaptation et met en œuvre des mesures qui consistent notamment à mettre en place ou à renforcer des plans, politiques et/ou contributions utiles ». Il est aussi conseillé au pays d'élaborer des PNA sectoriels, selon les besoins et les priorités des pays.

La RDC a élaboré son Plan national d'adaptation (PNA 2022–2026) qui a touché les différents secteurs les plus vulnérables (voir plus bas) et moins focus sur les infrastructures de transports. Le plan propose une première stratégie pour éclairer l'élaboration d'actions, de stratégies et de lignes directrices pour la gestion et la réduction du risque climatique en RDC, en vue de faire face aux effets néfastes des dimensions sociales, économiques et environnementales du changement climatique. Il propose également de renforcer les mécanismes institutionnels existants pour un déploiement concerté entre les provinces, les secteurs économiques et le grand public, et pour une mise en œuvre programmée des mesures structurelles et sectorielles visant à combler les lacunes observées dans le contexte national.

Les infrastructures de transport sont essentielles à la vie quotidienne ainsi qu'au développement et à la cohésion des territoires : routes, ponts, réseaux ferroviaires et fluviaux, ports, aéroports. Pourtant, un sous-investissement chronique fragilise nombre d'entre eux et les rend vulnérables devant les effets du changement climatique qui s'accroît : vagues de chaleur, inondations, pluies extrêmes, retrait-gonflement des argiles, submersion marine.

Le déficit d'infrastructures, notamment de transport, du pays, souvent considéré comme un frein au développement, offre aujourd'hui l'occasion d'analyser les risques, de réévaluer les besoins et les priorités et de construire les infrastructures différemment.

**Le Ministère des Infrastructures et Travaux Publics (MinITP)** en RDC a pour mission principale de concevoir, planifier et exécuter la politique du gouvernement en matière de routes, ponts et bâtiments publics. Il vise le désenclavement du pays, la modernisation des infrastructures routières et la réhabilitation des ouvrages essentiels pour stimuler le développement socio-économique.

Objectifs principaux :

Désenclavement : Améliorer la connectivité physique et durable entre les provinces.

Modernisation : Construire, réhabiliter et entretenir le réseau routier, les voiries et les édifices publics.

Lutte contre les inondations : Améliorer le système de drainage, notamment à Kinshasa et d'autres collectivités vulnérables.

Développement durable : Mettre en place des infrastructures résilientes face aux aléas climatiques.

Travail et attributions :

Maîtrise d'ouvrage : Supervision et contrôle technique de la construction et de la réhabilitation des infrastructures.

Planification : Élaboration des stratégies nationales de développement des bâtiments et édifices publics.

C'est dans ce cadre que le programme AdaptAction est à la recherche des consultants pour aider le Ministère des infrastructures et des travaux publics à faire un Plan National d'Adaptation aux changements climatiques des Infrastructures de Transport de la République Démocratique du Congo.

Le cabinet devra collecter des données représentatives sur l'ensemble du territoire national, tout en priorisant certaines zones vulnérables identifiées. Priorités géographiques fixées : **Kinshasa, Kwilu, Kwango, l'ensemble du Kasai (Kasai central, oriental, Lomami, Kasai), Tanganyika Littoral du lac**. Le cabinet d'expertises pourra faire des propositions complémentaires, selon sa connaissance du pays.

**Accessibilité** : Les zones mentionnées sont décrites comme "accessibles" compte tenu de la présence d'aéroports et de la logistique sur place.

## **2.2 Objectifs du marché et résultats attendus**

---

### **2.2.1 Objectif général**

Elaborer un Plan National d'Adaptation au Changement Climatique qui permettra de renforcer la résilience des infrastructures de transport.

### **2.2.2 Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de la prestation sont :

- Evaluer les vulnérabilités et les risques climatiques dans le secteur des infrastructures de transport (routiers, fluviaux et aériennes) dans les provinces vulnérables suivantes : (Kinshasa, Kwilu, Kwango, l'ensemble du Kasai, Tanganyika).
- Proposer des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long terme ;
- Proposer un Plan de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre.
- Proposer et faciliter la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités acteurs.

***Les consultants détermineront la durée estimée des activités de renforcement des capacités, en tenant compte de la complexité du secteur et du niveau de détail requis pour couvrir les aspects clés de l'adaptation au changement climatique.***

Les activités de la mission seront déployées en 4 phases distinctes.

### **Phase 0. Cadrage de la mission**

---

L'appui démarrera par une phase de cadrage, pour une bonne appréhension du contexte, des enjeux, des politiques et des besoins dans lesquels s'inscriront les activités.

Cette phase de cadrage vise à établir un plan stratégique pour l'élaboration du PNA des infrastructures de transport en RDC. Il est attendu du Consultant de :

- **Organiser une réunion de démarrage avec les parties prenantes congolaises** (Ministère des infrastructures, urbanisme et habitat, affaires foncières, environnement, aménagement du territoire, des finances), et **l'AFD**. Lors de cette réunion, un programme de travail actualisé et un calendrier global d'exécution (précisant les dates de remise des livrables et leur nature exacte) seront présentés par le Consultant et seront discutés en vue de leur validation.
- **Définir une stratégie de mise en œuvre de l'étude** pour les organes institutionnels impliqués dans la conception et la réalisation des infrastructures résilientes. Il devra être validé en amont par les parties prenantes : vision partagée de la démarche, cartographie des parties prenantes, diagnostic partagé, axes stratégiques et dispositif de suivi-évaluation.
- **Assurer la durabilité de l'appui** en intégrant des mécanismes de suivi et d'évaluation.
- **Organiser un comité technique ad hoc de suivi** avec les différentes parties prenantes pour assurer le suivi de l'exécution de l'étude et les validations techniques. Des synergies seront recherchées avec les équipes d'experts travaillant dans le cadre des autres appuis AdaptAction.
- Evaluer/et ou affiner les besoins des acteurs en mettant en évidence les aspects liés au genre. Il s'agira ici de cadrer la prestation, comprendre les besoins et attentes, de bien appréhender les enjeux et les priorités nationales, de garantir une bonne coordination et articulation avec les politiques, plans et programmes/projets en cours, et de préciser la gouvernance interne à l'appui. Certains besoins ont déjà été pré-identifiés lors de la mission d'identification des appuis de la phase 2 du Programme en octobre 2023.
- Ces temps d'échanges seront organisés en coopération avec le MEDD, Ministère des infrastructures et Travaux Publics, Ministère des finances et l'AFD. L'AFD appuiera le Consultant en facilitant la prise de contact avec les parties prenantes.

Cette phase de cadrage permettra un réajustement des objectifs et du calendrier, s'il en est jugé nécessaire.

**Livrable attendus :**    Livrable 0 : Note de Cadrage de la prestation + rapport de démarrage

### **Phase 1. Faire une Evaluation des vulnérabilités et les risques climatiques dans le secteur des infrastructures.**

---

Le Gouvernement de la RDC s'est fermement engagé à lutter contre le changement climatique en renforçant la résilience dans les principaux domaines d'adaptation identifiés dans le Programme d'action national d'adaptation de 2006 et le Plan national d'adaptation (PNA) 2022–2026. Le Plan national d'adaptation le plus récent (PNA 2022–2026) comporte les cibles sectorielles suivantes :

Les cibles sectorielles détaillées incluent :



**Agriculture, Pêche, Élevage et Développement Rural** : Promotion de pratiques agroforestières, rotation des cultures, et cultures pérennes pour renforcer la résilience.

**Eau et Assainissement (EAH)** : Amélioration de l'accès à l'eau potable et assainissement, notamment via des programmes type "École et Village Assainis".

**Écosystèmes et Forêts** : Conservation de la biodiversité et gestion durable des forêts.

**Santé** : Renforcement de la résilience sanitaire face aux maladies liées au climat (ex: paludisme).

**Infrastructures et Aménagement du Territoire** : Protection des zones urbaines contre les inondations et érosions, et intégration de l'adaptation dans la planification

La RDC souffre de l'effet combiné d'une augmentation rapide de la population, d'une augmentation de la fréquence des extrêmes climatiques et d'une faible fourniture de services et d'infrastructures de transport. Le changement climatique menace déjà les infrastructures du pays dans les domaines des établissements humains, de l'agriculture, la santé, etc.

#### **Evaluation de la vulnérabilité actuelle :**

Le consultant fera une évaluation de la sensibilité des infrastructures de transport et du territoire par rapport à la variabilité actuelle du climat et de réunir les informations relatives à la capacité actuelle d'adaptation car en plus de l'exposition aux risques climatiques, la vulnérabilité du système et la nécessité d'agir sont aussi déterminées par sa sensibilité. La capacité d'adaptation existante du système est un atout majeur pour affronter le changement climatique.

#### **Evaluation de la vulnérabilité future :**

Le consultant fera une collecte des informations relatives aux tendances climatiques futures sur les provinces vulnérables de la RDC et par conséquent les systèmes considérés. L'analyse de la vulnérabilité future sera déterminée en évaluant les effets biophysiques et socio-économiques du Changement Climatique sur le système considéré et décider de la nécessité d'agir ou non en prenant en compte la sensibilité et la capacité d'adaptation actuelle évaluées.

Le prestataire se chargera de faire une :

La démarche doit se structurer en plusieurs étapes clés pour évaluer les risques et renforcer la résilience :

- Cadrage et délimitation : Définir le réseau étudié, les limites géographiques et les objectifs de l'étude (ex: périmètre d'une DIR, métropole).
- Identification des aléas climatiques : Recenser les événements climatiques actuels et futurs (crues, canicules, submersions, etc.) impactant les infrastructures.
- Analyse de l'exposition : Cartographier la localisation des infrastructures par rapport aux zones de risques (événements présents et futurs).
- Analyse de la sensibilité (vulnérabilité intrinsèque) : Évaluer la fragilité des matériaux et techniques de conception des ouvrages face aux aléas.
- Analyse des conséquences (enjeux) : Évaluer l'impact qualitatif (coupures, temps de trajet) ou socio-économique de l'indisponibilité de l'infrastructure.
- Évaluation des risques : Croiser l'aléa, l'exposition et la vulnérabilité pour hiérarchiser les tronçons ou ouvrages les plus à risque.
- Élaboration de la stratégie de résilience : Définir des mesures d'adaptation (prévention, renforcement, maintenance) pour réduire la vulnérabilité.

**Le genre et l'inclusion sociale devront être reflétés de manière transversale dans toutes les activités menées**, afin de comprendre comment les vulnérabilités identifiées ont un impact spécifique sur les populations vulnérables.

Le Consultant devra définir la méthodologie qu'il utilisera pour les renforcements des capacités (formation sur les cas pratiques). À cette fin, il doit engager des discussions avec les parties



prenantes et l'équipe AFD. Il est fortement encouragé d'intégrer des méthodologies telles que les études pratiques, les visites de terrain, et d'autres approches participatives qui favorisent une compréhension pratique et concrète des sujets abordés lors des formations.

Ces formations devront être programmées en fonction des calendriers nationaux et internationaux, en harmonie avec l'approche du programme AdaptAction.

**Livrables attendus :**

**Livable 1 :** Analyse des vulnérabilités et les risques climatiques actuels et futurs des infrastructures de transport en RDC, et de l'impact des vulnérabilités identifiées sur le pays (échelle régionale et nationale)

**Livable 2 :** Rapport d'atelier de présentation des résultats de l'analyse de la vulnérabilité

**Phase 2. Identification des mesures d'adaptation prioritaires à moyen et long terme.**

En concertation avec les parties prenantes, les consultants proposeront des actions renforcées qui sont nécessaires à l'atteinte des objectifs mondiaux (et nationaux) afin de :

- Renforcer les capacités d'adaptation, d'augmenter la résilience et de réduire la vulnérabilité des infrastructures congolaises pour le bien-être de la population.
- Rassembler un large éventail d'options d'adaptation depuis des perspectives diverses. Comme l'adaptation au changement climatique exige de trouver des idées originales, la participation de l'ensemble des acteurs est importante. L'identification d'options d'adaptation ne doit pas faire attention à la faisabilité, une sélection stratégique des priorités doit être effectuée. Les mesures d'adaptation doivent être réalistes.

Pour faire le choix et la priorisation des options, les consultants doivent considérer les différentes caractéristiques des options d'adaptation pour produire une grande variété d'options qui peuvent réduire la vulnérabilité :

- Activités à différents horizons (court, moyen et long termes) ou activités dans les divers cadres d'adaptation (options sans regret ou options justifiées dans les conditions climatiques actuelles, futures ou historiques).
- Infrastructures, classées par impact / coût / rapidité de la réalisation possible et de la maintenance
- Infrastructures, classées par impact / coût / rapidité de la réalisation possible
- Maintenance des infrastructures
- Formation des acteurs et réorganisation de leurs modes de travail

Formation des acteurs et réorganisation de leurs modes de travail, par ex prioriser la réhabilitation des routes structurantes ou au contraire acter que la maintenance est irréaliste et surdimensionner l'intégralité des infras. Il y a aussi le sujet de la charge à l'essieu...

Le consultant proposera le cout estimatif de mesures d'adaptation prioritaires identifiées collectivement avec toutes les parties prenantes.

**Livrables attendus :**

**Livable 3 :** Rapport des mesures d'adaptation au changement climatique prioritaire à moyen et long terme (outils de sélection et de priorisation, budgétisation).

**Livable 4 :** Rapport d'atelier de présentation et de validation des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long termes.

**Phase 3. Proposition d'un Plan d'investissement et de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre.**

À l'échelle mondiale, les engagements en faveur du financement de l'adaptation sont en augmentation. La mise à disposition d'un PNA infrastructure de transport avec une priorisation des options d'adaptation donne une bonne canalisation quant à l'orientation des fonds. En concertation avec les parties prenantes, le consultant se chargera de :

- Budgétiser les priorités d'adaptation et donner une stratégie de mobilisation des ressources et de mise en œuvre. Ces stratégies de mise en œuvre doivent être cohérentes, en incluant des possibles de synergies avec tous les intervenants dans le pays.
- Proposer une stratégie de Suivi-évaluation des actions identifiées.

**Livrables attendus :**

**Livrable 5 :** Rapport plan de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre du PNA.

**Livrable 6 :** Fournir un PNA final incluant toutes les étapes (Evaluation des risques, identification et priorisation des options d'adaptation, plan de mise en œuvre et de mobilisation des ressources).

**Livrable 7 :** Rapport d'atelier/PNA final intégrant les commentaires des parties prenantes.

#### **Phase 4. Renforcement des capacités sur l'adaptation au changement climatique – gouvernance des infrastructures publiques dans un contexte de changement climatique**

---

La mesure dans laquelle le changement climatique aura une incidence sur notre société dépend de l'exposition, de la vulnérabilité (qui sont liées au développement socio-économique) et du type de risques. En tout état de cause, l'adaptation au changement climatique est nécessaire à tous les niveaux : aux niveaux local, régional, national, transnational, européen et international. En raison de la gravité et de la nature variables des impacts climatiques entre les provinces de la RDC, la plupart des initiatives d'adaptation doivent être prises au niveau provincial ou local. Le renforcement des capacités est souvent, sinon toujours, des éléments essentiels des initiatives d'adaptation au changement climatique.

Le consultant évaluera les capacités techniques et opérationnelles des acteurs et proposera une série de formation pour les provinces, pour permettre aux acteurs d'améliorer les compétences, les connaissances, ou d'autres ressources nécessaires pour accomplir leur travail avec compétence. Ils adapteront les séances de formation aux contextes de chaque province et pourra réunir les provinces ayant des traits communs. Les thèmes à aborder pour les formations :

1. les fondamentaux du changement climatique et de l'adaptation, avec comme objectif de renforcer la compréhension des experts sur les enjeux climatiques et leurs impacts sur les infrastructures ;
2. l'évaluation des risques climatiques liés au secteur des infrastructures (Routes, voiries urbaines, bâtiments et édifices publics), avec comme objectif de permettre aux experts et techniciens de mieux identifier et analyser les risques climatiques affectant les infrastructures ;
3. la planification des infrastructures résilientes, avec comme objectif d'intégrer les risques climatiques dans la planification des infrastructures ;

4. la conception et la construction d'infrastructures résilientes, avec comme objectif d'améliorer les compétences techniques pour concevoir des infrastructures adaptées aux conditions climatiques futures ;
5. la gestion et l'entretien des infrastructures, dans le but de renforcer les capacités de gestion durable des infrastructures existantes ;
6. le financement climatique et la mobilisation des ressources, afin de permettre aux institutions de mobiliser des financements pour les projets d'adaptation ;
7. la gouvernance des infrastructures dans un contexte climatique, avec comme objectif de renforcer les mécanismes de coordination et de gouvernance ;
8. le genre et l'inclusion sociale voire l'aspect NEXUS dans l'adaptation, dans l'optique d'intégrer les dimensions sociales et de genre dans la planification des infrastructures ;
9. le suivi et l'évaluation des actions d'adaptation, avec comme objectif de renforcer la capacité à suivre et évaluer les actions d'adaptation.

Les consultants pourront proposer d'autres thématiques qu'ils jugeront pertinentes après une évaluation des capacités techniques.

**Livrable 8** : Plan de renforcement des capacités des acteurs.

**Livrables 9** : Rapports d'atelier de formation.

#### **Atelier de restitution**

***Le consultant planifie en collaboration avec l'AFD et les parties prenantes un atelier national de restitution des activités.***

#### **Rapport de capitalisation :**

Cette note documentera les enseignements tirés et les résultats obtenus tout au long de l'appui. Ce livrable ne doit en aucun cas être confondu avec un rapport de synthèse. L'objectif est d'identifier les bonnes pratiques ("best fit practices") et leçons apprises de cet appui, tant sur le mode d'organisation (le « faire ») que sur les connaissances générées en termes de pratiques et théorie d'adaptation, et de produire des recommandations pour les prochains appuis AdaptAction ;

#### **Livrables attendus :**

**Livrable 10** : rapport de capitalisation des activités

Article 4.      ELEMENTS ESSENTIELS A PRENDRE EN COMPTE
---

- **Approche pédagogique**

- Définir une approche pédagogique adaptée au public cible, en tenant compte de leurs besoins différenciés, de leur niveau de connaissances et de leurs compétences.
- Utiliser des méthodes d'enseignement participatives, inclusives et interactives pour encourager l'engagement des participants et faciliter l'apprentissage.
- Intégrer des supports visuels, des vidéos, des études de cas et d'autres ressources multimédias pour diversifier les méthodes d'enseignement et rendre le contenu plus accessible.

- **Genre et Inclusion Sociale**

Les renforcements des capacités devront avoir un effet structurant et transversal sur la réduction des inégalités multidimensionnelles en :

- S'appuyant sur des méthodes de formation inclusives et accessibles à tous et à toutes.
- Traduisant et illustrant les besoins d'adaptation différenciés des groupes sociaux défavorisés et/ou marginalisés face au changement climatique.
- Soulignant les méthodes de planification locale, de financement de projets et de budgétisation climatique sensible au genre et aux personnes défavorisées.

- **Suivi et évaluation**

Le Consultant veillera à procéder, tout au long de l'appui, à la collecte des indicateurs de suivi pertinents qui sont présentés dans le cadre logique du programme AdaptAction. Ces indicateurs revêtent une importance capitale pour évaluer la progression et la réalisation des objectifs du programme.

Article 5. LIVRABLES ET CONDITIONS DE LIVRAISON & D'EXECUTION
---

<b>5.1 Description des livrables attendus</b>
---

Chaque rapport remis par le Consultant dans le cadre de sa mission devra inclure, en plus de son contenu propre :

- Un résumé exécutif, synthétisant le contenu du rapport et ses conclusions. A destination des décideurs, ce résumé de 5 pages maximum devrait permettre une compréhension claire et rapide, tout en pouvant être technique, des connaissances apportées par le rapport. Une présentation incluant des visuels serait appréciée.
- Une introduction, incluant notamment un rappel des objectifs de l'appui et du livrable.
- Une description des méthodologies utilisées, et notamment des éventuels ajustements apportés par rapport à la méthodologie initialement prévue, et des justifications pour ces ajustements.
- Une synthèse des conclusions et recommandations.
- Une synthèse bibliographique.
- Une liste des personnes et structures consultées pour la réalisation du rapport, et de leurs coordonnées.
- La considération des thématiques de genre et inclusion sociale de manière transversale (résumé exécutif, méthodologie, capitalisation, conclusions et recommandations...)

Une attention particulière sera apportée à la qualité de rédaction ainsi qu'à la présentation des différents livrables, pour lesquels une mise en page et un graphisme attrayant seront recherchés. Le nombre précis d'ateliers de consultation, de concertation et de restitution et leur localisation pour les différentes activités seront à proposer et à préciser par le groupement soumissionnaire dans le mémoire technique. Ce nombre pourra être affiné au démarrage de l'appui, et indiqué dans le rapport de démarrage.

<b>5.2 Calendrier de remise des livrables</b>
---

Les rapports à soumettre par le Consultant et leur échéancier sont présentés dans le tableau suivant:

Nombre	Activité	Livrable attendu	Délai de soumission
0	Démarrage de la prestation	Note de cadrage de la mission à l'issue des réunions de cadrage/lancement à valider avant la mission de démarrage	T0 + 0,5 mois
		Rapport de démarrage à soumettre après la mission de démarrage <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une présentation détaillée des besoins et attentes des différents acteurs.</li> <li>○ Révision de la méthodologie d'intervention tenant compte des observations de la réunion de cadrage.</li> <li>○ Un calendrier précis de déroulement des activités.</li> <li>○ La liste des personnes rencontrées et des contacts clés au sein de chaque instance.</li> </ul>	T0 + 1 mois
1	Evaluation des vulnérabilités et les risques climatiques dans le secteur des infrastructures	Fournir une analyse des vulnérabilités et les risques climatiques actuels et futurs des infrastructures en RDC.	T0 + 5 mois
2	Atelier de présentation des résultats de l'analyse de la vulnérabilité	Rapport d'atelier de présentation des résultats de l'analyse de la vulnérabilité	T0 + 5 mois
3	Identification des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long termes	Fournir des mesures d'adaptation au changement climatique prioritaire à moyen et long terme (outils de sélection et de priorisation, budgétisation).	T0 + 7 mois
4	Atelier de présentation et de validation des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long termes	Rapport d'atelier de présentation et de validation des mesures d'adaptation prioritaires à court, moyen et long termes	T0 + 7 mois
5	Proposition d'un Plan de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre	Fournir un plan de mobilisation des ressources et une stratégie de mise en œuvre du PNA.	T0 + 9 mois
6	PNA final (Rapport global)	Elaborer et fournir un PNA final incluant toutes les étapes (Evaluation des risques, identification et priorisation des options d'adaptation, plan de mise en œuvre et de mobilisation des ressources).	T0 + 11 mois
7	Atelier final de présentation et de validation du PNA	Rapport d'atelier/PNA final intégrant les commentaires des parties prenantes.	T0 + 12 mois
8	Plan de renforcement des capacités (Technique)	Rapport renforcement des capacités des acteurs	T0 + 13 mois

9	Ateliers de formation provinciaux	Rapport d'atelier de formation	T0 + 15 mois
10	Capitalisation	Rapport de capitalisation	T0 + 16

*T0= date de démarrage de la prestation*

### **5.3 Processus de soumission et validation des livrables**

L'ensemble des rapports et livrables seront envoyés dans un premier temps par voie électronique (e-mail) en format natif (Word, Excel...) et de manière simultanée aux parties prenantes congolaises concernées et à l'Agence française de développement.

A la réception des livrables, les parties prenantes concernées et l'AFD disposeront d'une période de 15 jours ouvrés pour les analyser et faire parvenir leurs commentaires au Consultant.

Sur la base de ces commentaires, le Consultant sera éventuellement amené à modifier les rapports et livrables, et ce dans un délai raisonnable (entre 5 à 10 jours ouvrés), avant de partager la version finale de ces livrables, toujours par voie électronique, en format Word et PDF, et de manière simultanée aux parties prenantes concernées et à l'Agence Française de Développement. Pour faciliter la revue, les documents seront également envoyés par le Consultant sous format Word en mode « suivi des modifications ».

La validation finale des livrables sera faite par l'AFD, en coordination avec les parties prenantes congolaises, au plus tard 15 jours ouvrés après réception des livrables finaux, sous réserve d'amendements satisfaisants par le Consultant. Le processus pourra se renouveler tant que les livrables ne seront pas satisfaisant pour l'AFD. Les livrables finaux seront accompagnés de livrables en mode « suivi des modifications » afin de pouvoir identifier les changements réalisés avec un document qui retracera toutes les modifications.

#### **Cette validation finale déclenchera le paiement des factures liées.**

Une fois les livrables finaux validés, 3 exemplaires papier de ces livrables et rapports seront à remettre par le Consultant, dont 2 exemplaires aux parties prenantes congolaises et 1 à l'AFD.

## **Article 6. EXPERTISES REQUISES**

### **6.1 Expertises principales**

L'équipe d'expert/e-s chargés de la mise en œuvre de l'appui comprendra un/e chef/fe de mission.

L'équipe présentée par le consultant devra, de manière transversale, être expérimentée dans l'accompagnement l'intégration des enjeux climat, notamment de l'adaptation au changement climatique, et avoir une bonne connaissance des mécanismes de financements internationaux, dans la conception des infrastructures résilientes, les bailleurs de fonds internationaux et des potentiels de croissance verte en Afrique centrale, et des procédures de l'AFD;

L'équipe proposée devra réunir les compétences et l'expérience dans les domaines d'expertise suivants :

- Adaptation aux impacts du changement climatique.
- Ingénierie en infrastructure de transport
- Connaissance des enjeux de développement des territoires en Afrique centrale et en République Démocratique du Congo.
- Sciences humaines et sociales (sociologie, anthropologie, géographie, environnement, accompagnement des acteurs, réduction des inégalités (y compris de genre) et de la pauvreté).

Une expertise d'au moins un expert en conduite d'ateliers, diagnostics et élaboration de projets participatifs sera également requise.

Les expertises spécifiques recherchées sont détaillées ci-après. Chacune de ces expertises peut être remplie par plusieurs expert/e-s (leurs profils combinés devront alors répondre aux critères minimums demandés). De même, un/e expert/e peut recouvrir plusieurs expertises. Le Consultant est invité à proposer sa propre organisation de l'équipe, et notamment d'éventuelles expertises additionnelles.

#### **6.1.1 Expertise 1: Chef/fe de mission, national ou international senior, spécialiste en Adaptation aux changements climatiques**

- Expérience de 10 ans minimum en tant que spécialiste du changement climatique (adaptation et atténuation), des politiques publiques sectorielles afférentes ;
- Une expérience avérée dans la conduite de l'élaboration des plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques.
- Expériences passées dans le cadre de projets d'étude sur des sujets similaires ;
- Excellente connaissance des enjeux liés au changement climatique et des métiers du développement durable et de la croissance verte nécessaires au développement bas carbone et résilient face au changement climatique en République Démocratique du Congo ;
- Une expérience confirmée dans la coordination et l'encadrement d'équipes multiculturelles et la gestion de processus politiques ;
- Excellentes capacités de communication, de rédaction et d'échange à haut niveau ;

Seront considérés comme des atouts :

- Des expériences passées à l'international, et idéalement en Afrique de Centrale et en République Démocratique du Congo ;
- Une expérience passée dans la conduite des formations (Renforcement des capacités des structures étatiques).
- Bonnes compétences rédactionnelles.
- Maîtrise du français.

Le/la chef/fe de mission assurera la coordination générale de la prestation. Il/Elle garantira ainsi la bonne conduite des différentes missions d'expert/e-s, les relations avec les différentes parties prenantes, et la cohérence et la synergie entre les différentes activités, experts et livrables

#### **6.1.2 Expertise 2 : Spécialiste en Infrastructure**

- Expérience de 15 ans minimum dans la mise en œuvre de projets d'investissements de transport (routes interurbaines, routes rurales, transport fluvial) : seront considérées des



expériences de réalisation d'études (APS-APD) et la supervision de projets d'investissements d'infrastructures de transport (MOA, MOE)

- Diplôme d'études supérieur : Ingénieur des travaux publics ou économiste de transport ;
- Expérience confirmée dans la planification et la priorisation d'infrastructures de transport intégrant les enjeux d'équilibre territorial (aux niveaux régional ou national);
- Une expérience dans l'inclusion des enjeux d'adaptation dans des documents de planification sera un atout ;
- Une expérience confirmée dans la coordination et l'encadrement d'équipes multiculturelles et la gestion de processus politiques ;
- Expériences passées dans le cadre de projets d'étude sur des sujets similaires ;
- Bonnes compétences rédactionnelles ;
- Maîtrise du français.

#### **6.1.3 Spécialiste en planification, politique publique, développement international**

- Expérience de 10 ans minimum en tant que spécialiste sénior dans l'élaboration des politiques publiques ;
- Diplôme d'études supérieur : Master ou équivalent dans la planification, politique publique, développement international ;
- Expérience confirmée dans des initiatives dans l'élaboration des plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques ;
- Une expérience confirmée dans la coordination et l'encadrement d'équipes multiculturelles et la gestion de processus politiques ;
- Expériences passées dans le cadre de projets d'étude sur des sujets similaires ;
- Bonnes compétences rédactionnelles ;
- Maîtrise du français.

#### **6.1.4 Expertise 3 : Expert.e Expert en financement climatique**

- Niveau master en adéquation avec le domaine d'expertise requis ;
- Un minimum de 5 ans d'expériences dans la mobilisation des fonds publics et privés pour renforcer la résilience
- Expérience dans l'identification et l'obtention de financements via des mécanismes internationaux et dans l'élaboration d'un plan d'investissement pour l'adaptation.
- Excellentes capacités de communication, de rédaction et d'échange à haut niveau ;
- Expériences passées dans le cadre de projets d'étude similaires ;
- Connaissance des enjeux liés au changement climatique en République Démocratique du Congo ;
- Maîtrise du français

#### **6.1.5 Expertise 3 : Expert.e Genre et inclusion sociale**

- Niveau master en adéquation avec le domaine d'expertise requis ;
- Un minimum de 5 ans d'expériences sur les enjeux de réduction des inégalités (y compris de genre), dont des expériences significatives sur les thèmes du changement climatique;
- Expériences passées dans la formulation de politiques publiques et la budgétisation sensible à la réduction des inégalités
- Expériences passées dans la formulation d'outils de formation autour de la réduction des inégalités et l'inclusion sociale

- Excellentes capacités de communication, de rédaction et d'échange à haut niveau ;
- Expériences passées dans le cadre de projets d'étude similaires ;
- Connaissance des enjeux liés au changement climatique en République Démocratique du Congo;
- Maîtrise du français

## 6.2 Autres expertises

D'autres expertises clés ou plus ponctuelles pourront être proposées pour compléter l'équipe projet.

Article 7. COORDINATION ET RESPONSABILITE DES PARTIES
---

Les experts proposés par les soumissionnaires ne peuvent être issus d'une administration bénéficiaire de l'appui. Sont cependant autorisés à candidater les agents de la fonction publique issus d'une institution publique/une organisation sous tutelle autre que celle bénéficiaire de l'appui, et lorsqu'il n'y a pas de lien hiérarchique entre l'expert et le bénéficiaire. Un document de l'administration du fonctionnaire, donnant son accord pour sa mobilisation, sera nécessaire.

Le coût de l'appui technique et du personnel fourni par les soumissionnaires doit être inclus dans les honoraires des experts.e.s.

Un CV de 3 pages maximum sera présenté pour chaque expert proposé.

Une déclaration de disponibilité et d'exclusivité devra être signée et annexée à l'offre pour chaque expert.e présenté.e. Si un.e expert.e est impliqué.e sur plusieurs appuis des 3 axes du Programme, la déclaration d'exclusivité inclura une liste de ces appuis, accompagnée pour chacun du nombre d'hommes-jours prestés par l'expert et du calendrier de mise en œuvre (mois de démarrage et de fin prévus).

Du côté de la République Démocratique du Congo, l'étude sera pilotée techniquement par le comité technique ad hoc de pilotage et de suivi de l'appui. Ce comité sera composé à la convenance des autorités par :

- Ministère des Infrastructures et Travaux Publics
- Ministère de l'aménagement du territoire
- Ministère de l'urbanisme et de l'habitat
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Ministère des finances
- Office des routes, Bureau d'Etude d'Aménagement et d'Urbanisme, Office des voiries et drainages, Agence Congolaise des grands travaux, cellule des infrastructures,
- Collectivités territoriales
- Institutions de recherche

Du côté de l'AFD, la coordination de l'étude sera assurée par :

- Le coordinateur régional Afrique Centrale du programme AdaptAction ;
- La responsable Adjointe du programme AdaptAction ;
- L'équipe AFD de l'agence de Kinshasa ;
- La division mobilité de l'AFD.

Une réunion d'information pour le lancement de l'appui sera organisée et réunira les parties prenantes congolaises (i.e. comité technique), les responsables AFD, les experts du Consultant, les PTF et toute autre institution que les autorités comoriennes ou l'AFD jugeraient bon d'inviter.

Lors de cette réunion de lancement, un programme de travail actualisé et un calendrier global d'exécution (précisant les dates de remise des livrables et leur nature exacte) seront présentés par le Consultant et seront discutés en vue de leur validation.

Des réunions techniques de suivi et de validation devront être organisées par le Consultant à chaque remise de livrable (en vue notamment de valider la poursuite ou non de l'appui dans certains cas), et rassembleront tout ou partie des institutions présentes à la réunion de lancement, mais aussi d'autres institutions jugées pertinentes.

Le Consultant transmettra les minutes (synthétiques) de ces réunions dans un délai d'1 semaine à l'ensemble des participants, pour commentaires puis validation.

## **Responsabilité des parties**

### **Le ministère des infrastructures et travaux publics aura pour charge de :**

- Veiller au bon déroulement du projet en coordonnant la mise en œuvre opérationnelle et effective des activités avec les directions techniques et mettant à disposition un point focal dédié ;
- Mettre en place le comité de suivi technique ;
- Mobiliser l'ensemble des directions techniques, agences d'exécution et maîtrises d'ouvrages publiques pour participer à la mise en œuvre du processus d'élaboration du Plan National d'Adaptation au changement climatique (PNA) volet infrastructure ;
- Coordonner la réalisation de l'appui (Elaboration PNA-Volet Infrastructures : suivi, revue et validation des livrables) ;
- Assurer le suivi de l'appui via l'organisation de réunions semestrielles du comité de suivi technique (envoi des lettres d'invitation pour les ateliers et réunions, co-animation des réunions, faciliter la rédaction du compte-rendu de réunion, etc.) ;
- Contribuer aux missions de suivi / pilotage (mobilisation des acteurs) ;
- Mobiliser l'expertise interne pour épauler les travaux des experts externes dans les différentes étapes du processus d'élaboration du PNA-Volet Infrastructures ;
- Assurer les facilités logistiques nécessaires (mise à disposition de bureaux et salles de réunions pour les missions d'expertises (hors ateliers et séminaires), faciliter l'obtention des visas, ...).

### **Focal AdaptAction désigné par le le Ministère des infrastructures et travaux publics**

Le point focal nommé par le ministère des infrastructures et travaux publics a pour charge le suivi technique de la mise en œuvre des activités liées à l'élaboration du PNA-Volet Infrastructures.

Plus particulièrement, avec l'appui du comité de suivi technique et en lien avec l'agence de l'AFD à Kinshasa, il exercera les missions suivantes :

- Elaborer (avec l'appui de l'AFD et les directions techniques adéquates), et co-valider (avec l'AFD) les TdR des prestations prévues au titre de l'axe 2 du programme AdaptAction (PNA-Volet Infrastructures) en collaboration avec les parties prenantes concernées ;

- Assurer le suivi de la bonne réalisation des activités relatives à l'élaboration du PNA-Volet Infrastructures ;
- Définir et suivre les échéances à respecter pour chacune des étapes (en termes de mise en œuvre et de production des livrables) ;
- Relire et approuver les livrables produits par les prestataires en charge de la mise en œuvre des activités du programme AdaptAction ;
- Faciliter la communication avec les différents directions techniques et l'organisation des missions des prestataires et de suivi ;
- Organiser, assurer le secrétariat et participer au comité de suivi technique ;

### **L'Agence Française de Développement**

L'Agence Française de Développement a pour charge de :

- Valider le programme d'activités et le calendrier associé, établis et proposés en collaboration avec le point focal désigné par le Ministère des infrastructures et travaux publics ;
- Appuyer l'élaboration des Termes de Référence (TdR) de l'appui (PNA-Volet Infrastructures) en lien avec le point focal local AdaptAction et les référents techniques adéquats ;
- Co-valider les TdR avec les référents techniques (Directions techniques) ;
- Mettre en place un processus de passation de marchés pour la mobilisation des prestataires en charge de la réalisation de l'appui, en facilitant la participation des experts congolais.
- Contribuer au suivi technique (revue et validation des livrables) des appuis réalisés, en coordination avec le point focal AdaptAction désigné par le Ministère des infrastructures et travaux publics ;
- Organiser des missions de suivi (si nécessaire) ;
- Appuyer le point focal AdaptAction désigné par le Ministère des infrastructures et travaux publics pour l'organisation des réunions du Comité de suivi technique.

### **Cahier des charges du cabinet d'expertise :**

Le bureau d'étude doit prendre en compte dans son offre financière les points suivants :

- Prise en charge de l'organisation logistique : location de salles, restauration, impression, transport/déplacement.
- Frais de déplacement, selon la loi des finances (pérdiems, transport, logement) pour les déplacements dans des provinces (Activités de renforcement des capacités).
- Un forfait de 30 USD par jour pour les membres mobilisés lors des ateliers

Article 8. LOGISTIQUE ET CALENDRIER D'EXECUTION DU MARCHE
---

### **8.1 Lieu de déroulement de l'étude et logique**

L'équipe d'experts réalisera l'ensemble des prestations principalement à Kinshasa avec des missions en d'autres provinces si nécessaire.

Le soumissionnaire devra prévoir les frais d'organisation logistiques de l'ensemble de la mission y compris pour les comités de suivi (réservation de salle, pauses déjeuner ou café, impression de documents de communication, brochures, frais de déplacement, etc.) dans son offre financière.

## **8.2 Calendrier prévisionnel des prestations et étendue des services**

---

Les prestations s'étaleront sur une période de 16 mois après le démarrage de l'appui.

Le montant total de la prestation est estimé à un maximum de 500 000 Euros. Cette enveloppe inclut toutes les dépenses liées à la prestation.

Article 9. <b>LANGUE DE TRAVAIL</b>
-------------------------------------

La langue des documents contractuels et de mise en œuvre de la présente prestation sera la **langue française**. La maîtrise de la langue française par l'équipe d'experts proposée par le prestataire est donc impérative. Tous les livrables seront à remettre en français.

Article 10. <b>BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT</b>
--

### **10.1 Offre financière**

---

Le soumissionnaire est invité à proposer son offre financière, sur la base des éléments indiqués dans le présent CCTP

L'offre financière doit couvrir l'ensemble des coûts de la mission, soit :

- Les honoraires des experts
- Les frais de voyage et de séjours locaux et internationaux
- Les frais liés à l'organisation d'ateliers :

Concernant les ateliers, le nombre exact d'ateliers et de participants sera proposé par le soumissionnaire dans son offre. Ces frais liés aux ateliers seront intégrés dans des lignes distinctes par atelier dans la DPGF. Les ateliers doivent être inclus dans l'offre financière et comprendre les frais de transport.

#### **Frais de participation**

- Forfait journalier de déplacement pour les participants aux ateliers résidant à Kinshasa et pour les membres mobilisés pour le comité de suivi est fixé à 30 USD. Il sera pris en charge par le cabinet d'expertises.
- Les frais de missions {transport et perdiem (logement et restauration) sont définis selon la loi des finances congolaise pour les participants venant des provinces afin d'assister aux activités de renforcement des capacités ou aux ateliers de restitution des livrables seront pris en charge par le cabinet d'expertises.

De plus, les coûts du personnel d'appui et la participation aux réunions de lancement et de restitution du chef de projet du soumissionnaire seront couverts par les honoraires des experts proposés. Les experts en appui ne seront pas évalués.

## **10.2 Modalités de paiement de la prestation**

---

Trois règlements échelonnés seront versés au titulaire de ce marché, après validation finale des livrables par l'équipe AdaptAction siège. Ces trois règlements seront échelonnés comme indiqué au tableau ci-dessous.

### **Règlement du marché**

Mois	Rapport	% du montant total des prestations
0	Avance forfaitaire pour mise en place de l'appui : 0,1, 2	20 %
1	Livrables : 3, 4	20 %
4	Livrables : 5, 6, 7	40 %
5	Livrables 8, 9, 10	20 %

#### Article 11. CRITERES DE SELECTION

Dans les limites du budget indiqué ci-dessus, une attention toute particulière sera apportée à la capacité des soumissionnaires à :

- Présenter une note méthodologique succincte (**ne devant pas dépasser 20 pages**) ;
- Proposer une équipe d'experts qui réponde aux critères indiqués ci-dessus (**CVs de 3 pages maximum**).

#### Article 12. VISIBILITE & COMMUNICATION

Se référer au Guide de communication AdaptAction, partagé au prestataire à la suite de l'attribution du marché.

#### Article 13. SUIVI ET EVALUATION

Le Consultant veillera à procéder, tout au long de l'appui, à la collecte des indicateurs de suivi pertinents qui sont présentés dans le cadre logique du programme AdaptAction qui sera envoyé au Consultant. Ces indicateurs revêtent une importance capitale pour évaluer la progression et la réalisation des objectifs du programme.